

LA CRISE, LE PEUPLE GREC ET LES RESPONSABILITÉS DU GOUVERNEMENT DE SYRIZA *ESSAI SUR LES ÉVOLUTIONS POLITIQUES EN GRÈCE*



Aliko Papadomichelaki
le 25 août 2015

Chers camarades et amis francophones,

Je me permets de vous envoyer cette lettre, qui s'efforcera d'éclairer certains aspects des dernières évolutions politiques, économiques et sociales, surtout depuis le gouvernement (aujourd'hui démissionnaire) de SYRIZA.

Je faisais partie de cette formation politique depuis sa constitution en 1991 (et pendant 18 ans membre de sa direction nationale). Actuellement je ne dispose pas d'autres titres que celui de mes études, économiste avec spécialisation en géopolitique, et ma condition sociale celle d'une retraitée grecque à 500 euro par mois. Je me sens cependant chanceuse, car presque 1/3 de la population de mon pays en âge de travailler est au chômage, dont près de 60% de jeunes.

Avec une grande partie des membres et cadres de SYRIZA, je suis convaincue que face à la soumission au **diktat néolibéral de l'Austérité**, il y avait une alternative (*There Is Alternative- TIA*), contrairement au dogme infâme martelé par Thatcher (*There Is No Alternative- TINA*) au nom duquel le néolibéralisme s'est installé en Europe, en grignotant graduellement, mais sûrement, les bases économiques et de redistribution de l'Etat.

Passons au sujet.

Est-ce que le gouvernement de SYRIZA fut élu pour appliquer un nouveau plan d'austérité et de dictats néocoloniaux ?

Est-ce que le référendum du mois de Juillet, avec le NON du peuple grec de 62%, habilitait le gouvernement -notamment son équipe dirigeante- à signer l'accord, sans même consulter les instances du Parti et les militants par un Congrès ? Pourtant les statuts même de SYRIZA prévoient la convocation du Congrès permanent en cas de questions d'ordre exceptionnel.

La majorité des ex-membres de l'organisation de « SYRIZA-Paris », pensent que le groupe dirigeant de l'ex gouvernement SYRIZA a échoué dans sa mission.

Le nouvel accord signé en pleine période estivale (constituant ainsi juridiquement une nouvelle obligation de l'Etat grec), dicte en effet :

- **la vente de la richesse nationale restante** (Société de l'Électricité, Sociétés de distribution de l'eau à Athènes et à Salonique, Société Nationale du Gaz, de toute l'aire de l'ex-aéroport international d'Athènes, ainsi que des nombreux aéroports régionaux, la Société Nationale du Chemin de Fer, les ports de Pirée, de Salonique etc.). Les acheteurs sont retenus parmi ceux qui ont posé candidature durant le gouvernement de la Nouvelle Démocratie et Pasok.
- **La baisse accentuée des salaires et des retraites, déjà frappés précédemment.**
- **La montée de la TVA du 12% à 23% y compris pour des produits de première nécessité (pain et produits dérivés de farine, laitages, viandes, fruits légumes).**
- **Le droit des banques de procéder à l'expulsion de citoyens ne pouvant pas honorer les échéances de leurs prêts, y compris pour le seul toit au dessus de leur tête.**
- **L'utilisation des recettes du fisc pour le remboursement de la dette.**

La liste est très longue (100 pages présentées en anglais), obligeant les députés à les lire et les voter en express (dans les 24h). Il est déjà connu que 47 députés de SYRIZA ne se sont pas prononcés en sa faveur, dont 44 ont voté NON. Leur vote avait été anticipé par la démission de 5 ministres du gouvernement.

Le 3ème Mémoire [1] fut adopté avec l'appui de seulement 118 députés de SYRIZA, avec l'appui de la Nouvelle Démocratie (droite) de l'AN.EL (droite), de Potami (centre) et du PASOK. –Il est à souligner que le nombre de 118 députés de SYRIZA ne leurs permettait plus institutionnellement de gouverner.

Était-il possible de faire autrement que de renier les engagements passés ?

Citons rapidement nos objectifs et engagements programmatiques de Janvier 2015

▪ **1/ faire face à la crise humanitaire.**

Effectivement de premières mesures ont été prises pour assurer aux citoyens nécessiteux un plat chaud (par la distribution de coupons d'alimentation).

Il a été aussi aboli le ticket de 5 euros pour accès à une visite médicale à l'hôpital, où il faut attendre plus de 3-4 mois pour avoir un spécialiste (sauf urgences).

Nous admettons que la crise humanitaire ne peut pas être résolue en 4-5 mois. **Or beaucoup de temps a été accordé aux négociations, n'apportant pas de résultats palpables, cependant que des sommes qui pouvaient y être consacrées ont pris la destination du remboursement des prêts.**

- **2/ Stopper l'augmentation du chômage, et développer l'économie.**

Nous ne pouvons pas prétendre que la hausse nominale du surplus budgétaire est en soi du développement, ni au niveau de l'emploi, ni au niveau de la dynamique économique. Sauf le tourisme, qui fut augmenté cet été, vu l'instabilité politico-sécuritaire en Tunisie et en Turquie, aucun autre secteur n'a connu de la reprise, vu la crise rampante dans l'UE, et dans le monde, notamment en Asie.

Cette évolution était prévisible et soulignée à maintes reprises par des économistes de grande renommée mondiale, mais aussi par des collègues spécialistes du département de politique économique de SYRIZA. Malheureusement leur approches n'ont pas été prises en compte par l'équipe gouvernementale dirigeante.

- **3/ La renégociation de la dette qui comportait comme objectifs :** l'audit de la dette et de sa part frauduleuse (projet déjà élaboré par une commission parlementaire), l'annulation de cette dette odieuse, la renégociation des intérêts, le rééchelonnement des échéances de la somme nominale restante [2].

La condition préalable au remboursement était l'indice d'un développement réel (non pas statistiquement truqué, comme ce fut le cas les années précédentes).

À défaut de réalisation de ces conditions, les clauses du 3ème Mémoire adopté, ne laissent aucune chance au développement. Au contraire, elles poussent l'économie vers une récession plus profonde atteignant déjà (officieusement) le 7%. D'où la nécessité d'une approche et d'un combat alternatifs au plan national, européen et pourquoi pas mondial.

- **4/ l'élaboration d'une fiscalité alternative, de la collecte des impôts sur les grandes fortunes, l'échelonnement des dettes fiscales des PME et des particuliers en difficulté.** Nous devons souligner le travail positif qui a été fait dans ce sens durant les 7 mois. Cependant cet apport en ressources ne peut que s'effacer sous le poids accablant des nouveaux dictats.

Mais nombreux peuvent se questionner, comment pouvons nous faire autrement ?

Tout d'abord nous aurions dû rechercher et discuter au sein des instances du parti depuis 2 ans, les éventuelles alternatives en cas d'échec des négociations. Ceci n'a pas été fait, malgré les rappels et les insistances de 45% de membres et cadres du parti.

Ce manque de pratique démocratique, puis le comportement bonapartiste du groupe restreint autour du 1er ministre, n'a pas permis la maturation collective, politique, technique mais aussi idéologique d'une alternative.

Le secrétaire du parti, le cde Tassos Koronakis a démissionné de son poste récemment, ne voulant cautionner ni la marginalisation du parti, durant la dernière période, ni la scission.

Vous me permettrez de confirmer aujourd'hui, que je n'ai pas été surprise. Au fur et à mesure que le temps avançait, les faits donnaient malheureusement raison aux craintes de nombreux cadres et membres de SYRIZA quant aux illusions de l'équipe dirigeante de gagner à la faveur du peuple les négociations avec des instances européennes et le FMI.

Les faits sont criants

Nous avons payé depuis le mois de janvier plus de 10 mds d'euros aux créanciers, et nous nous sommes enchaînés pour 25 autres milliards pour la période à venir.

En quoi cela va-t-il aider le peuple grec et les peuples européens ?

Des 85 milliards promis, 50 mds iront dans un fond-garantie du remboursement de la dette, avec comme contrepartie les privatisations précédemment citées.

D'autres 15 milliards iront à la recapitalisation des banques grecques

et seulement les 15 mds restants seront, probablement, versés à l'économie réelle et aux besoins du budget de l'Etat.

Or nous avons remboursé déjà - depuis Janvier 2015 - ce même montant sans qu'un sou n'ait bénéficié à la société. Qu'est-ce donc qui autorisait les dirigeants du gouvernement de SYRIZA à conclure que les négociations ont été certes dures mais fructueuses ?

Fructueuses pour qui ? Pour les créanciers ? Pour le peuple grec ? Pour les peuples européens ?

Le seul bilan fructueux -et personne ne peut l'ignorer - est que la lutte courageuse d'un peuple grec harassé a fait progresser dans les opinions la conscience des impasses et des méfaits des orientations néolibérales, notamment allemandes. Nous tous avons travaillé durement pour cela.

Mais faut-il absolument sacrifier le peuple grec comme une nouvelle Iphigénie sur l'autel du capital, notamment spéculatif, en attendant que le rapport de forces avance chez d'autres peuples en Europe ?

Est-ce que la capitulation du gouvernement grec par la signature du nouveau diktat, servira de levier à des luttes victorieuses en Espagne, Irlande, France, Portugal et Italie, ou renforceront-elles au contraire les représentations pessimistes chez les populations qu'on cherche à persuader qu'il n'y a pas d'alternative ? Des centres puissants travaillent quotidiennement dans ce sens.

Ma question n'est pas posée aux créanciers. Je la pose à ceux qui se sont battus à nos côtés durant ces longs mois. Qui ont dit NON aux diktats et aux nouvelles formes de colonialisme économique.

À ceux qui se sentent déçus, démobilisés, trahis. Réfléchissez, mes camarades, et surtout continuez à agir.

Une grande partie des militants de la Gauche combative et alternative en Grèce et à l'étranger ont refusé de se plier aux diktats. Nos luttes se poursuivront vers les victoires, malgré les bâtons dans les roues, les trous noirs et les sirènes de l'île de Kirke (Iliade).

Nous ex-militants de SYRIZA, chair de la chair de SYRIZA, nous continuerons nos luttes, ouvrant des horizons toujours plus larges, conscients et combatifs, que ce soit dans le cadre de L'UNITÉ POPULAIRE, (nouvelle formation politique) ou à travers les mouvements sociaux alternatifs, contre le néolibéralisme oppresseur et prédateur, contre les nationalismes stériles, contre la xénophobie, pour le respect des droits humains, sur cette planète qui nous enfante et que nous devons préserver soigneusement.

Nous remercions du fond du cœur tous ceux et toutes celles, qui ont exprimé leur solidarité envers le peuple grec.

Nous vous assurons chers amis, ainsi que vous tous militants de mouvements sociaux, de partis et des simples citoyens épris de liberté, d'égalité, de démocratie -notamment participative- que vous aurez aussi notre entier soutien.

Ensemble, vous, nous, ainsi que la majeure partie de nos cds qui restent encore à SYRIZA, nous ferons front à la misère, aux guerres, aux hégémonismes.

Avec mes salutations les plus chaleureuses

Aliki Papadomichelaki, le 25 août 2015

Publié par socialgerie

[publié sur le site grecefrance resistance le 25 août 2015](#)